**RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS:** République Centrafricaine

**TYPE DE RAPPORT: SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :** **annuEl**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2021

|  |
| --- |
| **Titre du projet: Plaidoyer des OSC féminines pour la sécurité communautaire et une Stratégie nationale centrafricaine de Réforme du Secteur de la Sécurité sensibles au genre****Numéro Projet: PBF-IRF -335/ MPTF 00119347** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”):** [ ]  **Fonds fiduciaire pays** [ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire:**       | **Type et nom d’agence récipiendaire:**  **Oxfam (ONG Internationale) -**  |
| **Date du premier transfert de fonds:** 19/12/2020**Date de fin de projet:**16/09/2021 **Le projet est-il dans ces six derniers mois de mise en œuvre?** OUI |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF:**[x]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire):** **Agence récipiendaire Budget** OXFAM $ 1,485 000 **Total: $ 1,485,000** Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet: 100 %\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\***Budgetisation sensible au genre:**Indiquez le montant ($) du budget dans le document de projet alloué aux activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $1 232 550.00Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant pour les activités dédiées à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes: $1 232 550.00 |
| **Marquer de genre du projet:** **Marquer de risque du projet: 1.** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport:**Rapport préparé par: Veneranda Padonou, project managerRapport approuvé par: Harouna Tamboura, head of programmeLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: OUI |

***NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:***

* *Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.*
* *Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.*
* *Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.*
* *Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.*
* *Veuillez inclure des considérations, ajustements et résultats liés au COVID-19 et répondez à la section IV.*

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères):**

Le projet a réussi à créer au niveau communautaire une dynamique de processus de paix qui intègre tous les acteurs locaux pour des approches de solutions durables. Le rapprochement des forces de défense et de sécurité avec les organisations de la société civile a permis de rétablir la confiance brisée par les différents évènements et a favorisé les partages d'information pour une meilleure gestion et réduction des violences de tout genre perpétrées contre les populations dans les zones du projet.

Quoique démarré avec 3 mois de retard et ensuite ralenti à la fois par la pandémie de covid et un nouveau contexte sécuritaire complexe à la suite des élections de décembre 2020, à cette date, toutes les activités du projet ont été réalisées, notamment en ce qui concerne les activités préparatoires :

* La contractualisation avec les partenaires nationaux (AFJC, URU, CRSS)
* L’élaboration et la validation des documents opérationnels du projet (plan opérationnel, cadre de suivi)
* Le recrutement du staff du projet
* La réalisation des 5 analyse de conflits

Toutes les activités de structuration du projet ont été faites: la mise en place de tous les réseaux d’OSC féminines Genre-RSS à Bangui et dans les 5 régions (Bambari, Bossangoa, Bangassou, Paoua Bria) ; les parcours de formations à l’endroit des différents acteurs ciblés (OSC, Acteurs de sécurité, Autorités locales)

Aussi, en ce qui concerne les activités essentielles du projet, tous les volets : plaidoyer, relance économique et cohésion sociales ont été exécutés avec des résultats probant dans les communautés.

Enfin, en vue de la capitalisation des acquis du projet, un film documentaire a été réalisé pour valoriser les histoires générées à la suite de l’intervention.

**Veuillez indiquer tout événement important lié au projet prévu au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films (limite de 1000 caractères):**

NA

POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères):**

Le principal changement induit par le projet est la réinstauration progressive d’un climat propice au vivre ensemble grâce à 3 acquis produits :

* L’amélioration des relations entre les Acteurs de sécurité et les membres des communautés.
* La participation significative des femmes aux mécanismes de la résolution des conflits dans les communautés.
* La redynamisation des liens sociaux entre les différentes communautés qui a abouti à un climat de confiance mutuelle.

Lors des dernières violences de décembre 2020, les OSC féminines de Paoua ont conduit quatre rencontres de médiations auprès des responsables des Unité Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et des groupes armés, ce qui a contribué au retour au calme à Paoua centre. De même à Bossangoa, le projet a permis la reconstruction du tissu social grâce aux dialogues communautaires et activités culturelles civilo-militaires qui ont permis de fédérer autour d’une même cause les jeunes, les femmes, les FACA et même les forces bilatérales. Sur la durée du projet, des jeunes filles ont souhaité s’enrôler dans les forces de défense et de sécurité. En 2021, 48% des gendarmes sont femmes et 27,5% de femmes sont dans la police . Selon la CNRSS, avant le début du projet, le pourcentage des femmes dans les recrutements était autour de 25% pour la gendarmerie et 15% pour la police. Aussi, de nouvelles décisions ont été prises par le comité stratégique DDRR-RSS-RN exigeant désormais un quota de 10% de femmes pour les FACA et 30% pour les autres corps. De plus, le projet a introduit de bonnes pratiques, telles que des infrastructures sexospecifiques.

Enfin, grâce à l’influence des OSC féminines de Bangui, la nouvelle stratégie de reformes du secteur de sécurité en cours de rédaction a pris en compte deux de leurs recommandations ; « l’approche de la dimension genre de la RSS pour assurer l’égalité des chances au sein d’un secteur de sécurité performant » et «  faire de la promotion d’égalité une priorité transversale dans tout programme RSS et veiller à ce que les partenaires internationaux reflètent cette priorité dans leurs programmes».

**En quelques phrases, expliquez comment le projet a eu un impact humain réel. Ceci peut inclure un exemple spécifique de comment il a affecté la vie des personnes dans le pays - si possible, utilisez des citations directes des bénéficiaires ou des weblinks à la communication stratégique publiée. (limite de 2000 caractères):**

Grâce aux activités de relance économique, le projet a permis le relèvement des femmes qui avaient perdu leurs sources de revenus au cours des conflits et qui étaient des potentielles cibles de violence (enrôlement pour les jeunes hommes, prostitution ou violence basée sur le genre). Par exemple, **Angele Yadagba**, bénéficiaire des kits pour les activités génératrices de revenus (AGR) a pu se stabiliser et s’occuper de sa famille : «*… c’est grâce à mes activités de commerce que j’ai pu acheter cette parcelle et construire. C’est avec ce que je fais maintenant que j’entretiens ma famille…* ».

Par ailleurs, les OSC qui sont bénéficiaires directs du projet et membres des 6 réseaux RSS, ont été renforcées et influencent les reformes du secteur de la sécurité afin qu’il devienne sensible au genre. C’est le cas de **SOS Civisme**, une OSC bénéficiaire du projet, qui a eu les connaissances et outils nécessaires pour conduire une recherche en janvier 2021 sur le danger des armes à feux dans les communautés. Le travail a révélé le taux de violence (absent des statistiques nationales) causées sur les femmes et les jeunes par l’utilisation illégales des ALPC (Armes légères de Petits Calibres) et l’importance pour les femmes de participer au désarmement civil en menant des activités de veille citoyenne et d’alerte sur le flux illicite des armes. Grace au projet, cette étude a été restituée dans les zones d’intervention du projet et a pu toucher environ 700 jeunes.

Aussi, le projet a permis une socialisation réussie entre les FDS et les populations. Le personnel féminin des porteurs de tenue est de plus en plus visible. Pour la **capitaine de gendarmerie Nicolette Wolobili**  « …*pour la* 1ere fois depuis les évènements, *J’ai eu la possibilité**avec des collègues de m’asseoir**avec des femmes et des jeunes dans le cadre de ce projet et de leur expliquer beaucoup de choses. Ça a resserré les liens et ça a apaisé beaucoup de tensions dans cette communauté. Ce projet a créé un déclic et il faut forcément poursuivre sur ces acquis pour construire les fondements d’une paix durable*»

Différents témoignages recueillis lors des dialogues communautaires ont montré un impact sur la scolarisation des filles. En effet, dans les zones d’intervention du projet et selon les témoignages recueillis, le nombre de filles a augmenté dans les écoles. Les femmes ont réalisé que leur statut de victimes est aussi lié au fort taux d’analphabétisme et ont compris l’importance de cet enjeu dans la gestion des conflits et se sont engagées dans la scolarisation des filles. Ce nouvel indicateur induit par les effets indirects du projet seront confirmés par des données réelles lors de l’évaluation finale.

**Partie II: Progrès par Résultat du projet**

*Décrire les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.*

*.*

* *“On track” – il s’agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;*
* *“On track with peacebuilding results” -* *fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.*

*Si votre projet a plus de quatre Résultats, contactez PBSO (Bureau d’Appui à la Consolidation de la Paix) pour la modification de ce canevas.*

**Résultat 1: D’ici juin 2021, les OSC féminines et sensibles au genre participent mieux aux processus de réforme du secteur de la sécurité et leur capacité est renforcée**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat: On track with significant result**

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Comme prévu dans la logique d’intervention du projet, l’atteinte de ce résultat a permis de créer les conditions de base dans les 6 zones d’intervention du projet pour les actions d’influence des OSC dans le secteur de sécurité.

En effet, six réseau d’OSC féminines-RSS ont été créés et sont opérationnels dans chacune des zones d’intervention du projet. Les 6 réseaux ont bénéficié d’un curriculum de renforcement de capacité en 3 parcours :

- 1er parcours : sur le genre, les résolutions 1325 et 2250, la convention sur l´élimination de toutes les formes de discrimination à l´égard des femmes

- 2e parcours : sur la RSS, la politique nationale de sécurité, la RSS et le genre

- 3e parcours : sur le réseau et plaidoyer comprenant le leadership, le réseautage et la gouvernance des réseaux, le plaidoyer et l´influence.

Les différents parcours de renforcement de capacités organisés au profit des réseaux d’OSC ont permis à chaque zone d’avoir un plan d’action d’engagement communautaire et une stratégie de plaidoyer en fonction des défis sécuritaires locaux. Au minimum, 50 rencontres ont été tenues entre les OSC et les autorités locales. Dans les provinces, les capacités renforcées et la mise en œuvre des plans d’actions communautaires ont permis aux réseaux d’OSC féminines d’améliorer non seulement leur collaboration avec les forces de l’ordre et les Autorités locales mais aussi de participer et d’initier des médiations de au sein de leurs communautés.

A Bangui, le même parcours a permis aux OSC féminines de participer à la revue de la stratégie RSS et à influencer la nouvelle en cours d’élaboration en faisant passer deux recommandations sur les aspects genre. Il s’agit de :

- "Revoir l’approche de la dimension genre de la RSS pour assurer l’égalité des chances au sein d’un secteur de sécurité performant.

- Faire de la promotion d’égalité une priorité transversale dans tout programme RSS et veiller à ce que les partenaires internationaux reflètent cette priorité dans leurs programmes”.

Toujours dans le cadre de renforcement de capacité, 5 sièges ont été construits à raison de 1 par zone d’intervention (Bangassou, Bossangoa, Bria, Paoua et à Bambari) au profit des Réseaux d’OSC-RSS, les aidant ainsi à disposer d’un local pour la visibilité et la crédibilité de leur présence et pour la crédibilité de leurs interventions dans les communautés. Comme le témoigne le Préfet de la Haute-Kotto (Bria) *: « La construction de siège contribue à la durabilité et à la pérennité des actions des OSC dans le cadre de la RSS et de la sécurité communautaire ».*

A Bangui*,* la réhabilitation d’un local a permis d’offrir un espace de travail à la plateforme RSS.

Au-delà de l’utilité de cette action pour la continuité des interventions des OSC, cette démarche a créé une complémentarité avec le projet RSS mis en œuvre par l’ONG Internationale Danish Church Aid (DCA). En effet, le volet RSS développé par DCA a été consolidé par le volet Genre-RSS de OXFAM positionnant ainsi les Organisations féminines non seulement comme des acteurs influents de la stratégie RSS mais aussi comme partie prenante dans l’arène de décisions sur la sécurité communautaire.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Toutes les activités menées dans le cadre de ce projet ont adressé les questions de l'égalité des sexes et à chaque fois les femmes, les hommes et les jeunes sont représentés et impliqués dans les activités et les réflexions.

Pour chaque activité, un quota de participation genre est fixé pour chaque entité. Et si dans une zone il est difficile d’avoir les quotas requis, une compensation est trouvée sur d’autres zones plus flexible pour assurer une égalité des sexes sur l’ensemble du projet.

En général, les sessions de renforcement sur les questions de sécurité dans les communautés visent les hommes, ce projet a donc ciblé beaucoup plus les femmes tout en incluant les hommes pour maintenir un équilibre dans le partage des connaissance et d’aptitudes.

Au total 180 personnes considérées comme les acteurs clés des communautés (dont 43 hommes et 137 femmes) sont renforcés sur le plaidoyer, le genre, les résolutions 1325, 2250, la convention sur l´élimination de toutes les formes de discrimination à l´endroit des femmes et la RSS sur l’ensemble des 6 zones. Ces renforcements de capacité ont tenu compte des besoins spécifiques des femmes pour leur permettre de s’exprimer sur certains sujets sensibles en les séparant des hommes.

**Résultat 2: D'ici juin 2021, les organisations de la société civile féminines s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaire inclusives et l'accès équitable au service dans les services dans le zones du projet.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :

**Résumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

L’analyse des conflits effectuée et sa restitution dans chacune des 5 régions a permis aux différents acteurs (Autorités politico-administratives, leaders communautaires, CLPR, forces de l’ordre, ONG nationales et internationale), notamment les OSC féminines, d’avoir un contexte des facteurs de conflits tels que perçus par les femmes, les hommes, les filles, les garçons et les personnes les plus marginalisées.

Cette appropriation du contexte sécuritaire combiné avec le processus de renforcement a permis aux OSC féminines de chaque zone de mieux comprendre les enjeux liés à la sécurité communautaire et de créer des cadres de dialogues et d’échanges avec les Force de défense et de sécurité, ainsi que les Autorités locales, les leaders communautaires. Au total, plus d’une trentaine de rencontre de concertation se sont tenues entre les OSC, les Forces de Sécurité Intérieur (FSI), les Forces Armées Centrafricaine (FACA), les Unités Spéciale Mixte de Sécurité (USMS) et les autorités locales, permettant soit de ramener le calme soit d’anticiper sur des cas de violence (Paoua, Bria, Bambari, Bangassou). L’exemple de Paoua lors des évènements de décembre 2020 et janvier 2021 a été édifiant. En effet, avec les attaques des groupes armes en décembre 2020, les éléments de USMS se sont retrouvés sans ressources et ont été obligés de sortir de leur base. Durant cette période, la ville proches de leur base ont connu une montée de la violence et de la criminalité. Les démarches des femmes ont amené les autorités à identifier les auteurs dans leurs rangs, notamment les éléments USMS, de les recadrer et/ou de les sanctionner. Une contribution sociale a été organisée par les femmes pour soutenir les éléments de USMS qui commettaient des extorsions sur les femmes, ce qui a réduit les violences et a permis une reprise des mouvements. A Bossangoa lors de l’organisation des campagnes de mobilisation sociale, les OSC féminines ont œuvré pour que des dispositions sécuritaires soient prises pour le retour dans les communautés des habitants refugiés dans les forêts pour avoir été identifiés comme partisans d’un ancien chef d’Etat.

Par ailleurs, le plaidoyer local des OSC féminines de Bria ont porté sur le déploiement du personnel féminin au sein des FSI dans leur zone, ce qui a été effectif. Ceci permet désormais des mesures sécuritaire inclusives et un accès équitable au service Bria ( notamment en cas de violences basées sur le genre).

Les différentes sessions de renforcement de capacités de divers acteurs de la communauté ont créé les conditions favorables pour la tenue des dialogues intercommunautaires. Au total 119 sessions d’échanges communautaires ont été organisées dans les 6 zones et ont mobilisé plus de 5950 personnes, dont 3850 femmes qui ont eu l’opportunité de s’exprimer et de contribuer aux stratégies de gestion des défis genre (manque de dispositif sexo-specifiques sur les sites des déplacés, agressions physiques lors des déplacements, rejets des femmes par les familles après agressions subies, scolarisation des filles etc..) liés au processus de sécurisation des communautés.

Enfin, pour contribuer à un retour rapide à la stabilité et à une paix durable, le projet a créé les conditions favorables au processus de réintégration durable des communautés à travers la relance économique. Ainsi, 800 jeunes dont 720 jeunes filles, considérés plus vulnérables par les communautés et les autorités locales lors des ciblages et exposé(es) aux risques de délinquance, d´enrôlement dans les groupes armés et de prostitution ont été appuyés pour la mise en œuvre des Activités Génératrices de Revenus (AGR). Cette initiative permet aussi de canaliser positivement la jeunesse à travers des activités ayant pour but leur autonomie économique et leur permet de se focaliser sur des enjeux positifs de réussite et de stabilité durable.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Pour chaque activité, un quota de participation en genre est fixé pour chaque entité. Et si dans une zone il est difficile d’avoir les quotas requis, une compensation est trouvée sur d’autres zones plus flexibles, pour assurer une égalité des sexes sur l’ensemble du projet.

Sur les 250 leaders communautés et Autorités Locales renforcés, 150 sont des leaders féminins soit plus de 60%.

Ensuite, les 119 sessions de dialogues communautaires ont mobilisé environ 5950 personnes, dont 3850 femmes, 2100 hommes soit une représentativité féminine de 64,70%

La campagne de mobilisation communautaire a touché environ 30.000 personnes dont au minimum 18000 femmes

Enfin, sur les 800 jeunes bénéficiaires d’un appui en AGR, 720 jeunes filles sont ciblées, soit un taux de 90%. Et sur les 100 jeunes entrepreneurs formés sur la gestion de l’entreprenariat, 90% sont des femmes. Les kits d’AGR et la formation sur la gestion de l’entreprenariats répondent aux besoins spécifiques des femmes et jeunes filles.

**Résultat 3: D'ici juin 2020, un réseau national d'organisation de la société civile sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et judiciaire en faveur de tous.**

Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat:

**Resumé de progrès:** (Limite de 3000 caractères)

Pour appuyer la stratégie d’influence des OSC, le projet a permis de faire l’’inventaire et l’analyse des politiques nationales, lois et budgets du secteur de la sécurité en lien avec le genre, qui ont été validés par le gouvernement le 17 mars 2021 et constituent un outil pertinent pour la RCA en matière de la prise en compte du genre dans les politiques et stratégie de sécurité.

Les ateliers de restitution de l'inventaire a permis le renforcement et l'amélioration du document et a révélé beaucoup de défis et gap dans la prise en compte du genre dans la RSS. Ces ateliers ont aussi permis de susciter la détermination du personnel des Nations Unies et des hautes autorités centrafricaines à améliorer la situation des femmes dans le secteur de la sécurité en RCA.

La remise officielle du rapport final de l'inventaire et de l'analyse des politiques, lois, stratégie et budgets du secteur de la sécurité aux autorités centrafricaines a permis la prise en compte du genre à travers l’engagement des autorités à insérer dans la nouvelle stratégie de la RSS et le plan national de défense en révision comme expliqué dans la partie I et II.

Par ailleurs les bonnes pratiques induites par le projet au sein des Forces de sécurités sont collectées et documentées au niveau national et local. Au-delà de ces divers produits, des rencontres ont été organisées par les OSC de Bangui avec différentes autorités à divers niveaux : au niveau de l’armée (colonel et généraux) des ministères et de la MINUSCA pour influencer la nouvelle Stratégie RSS en cours d’élaboration dans sa prise en compte du volet genre. Et déjà, il est à noter que deux des recommandations des OSC sont approuvées par la Coordination Nationale RSS (CNRSS) et seront prises en compte dans la nouvelle stratégie RSS :

* "Revoir l’approche de la dimension genre de la RSS pour assurer l’égalité des chances au sein d’un secteur de sécurité performant.
* Faire de la promotion d’égalité une priorité transversale dans tout programme RSS et veiller à ce que les partenaires internationaux reflètent cette priorité dans leurs programmes”.

Toutes les conditions ont été créés pour une amélioration politique et judiciaire en faveur des femmes.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Le but de l’inventaire des lois et politiques réalisé est de corriger les inégalités de genre dans l’élaboration des politiques publiques. En effet, cet inventaire a permis de relever les gaps (absence d’actions spécifiques et de budgets sensibles genre au niveau des ministres sectoriels : Défense, Sécurité publique, Justice, Finances, Eaux et Forêts) de la prise en compte des besoins réels des femmes dans les politiques. Ce résultat va être incorporé à la stratégie de plaidoyer national porté par les OSC féminines afin d’avoir des textes et lois plus égalitaires dans le secteur de la sécurité.

Par ailleurs, le projet contribue au renforcement de capacité de l’équipe Genre de la Coordination nationale sur la RSS et le genre et leur prise en compte dans les opérations de sécurité communautaire. Au total, les capacités de 24 points focaux Genre/RSS, dont 12 femmes issues de 12 corps en uniforme de l’Etat sont renforcées. Ceux- ci ont été mis à la disposition du projet pour former leurs pairs. Ainsi sur les 192 personnes formées au sein des CMOP, CTS, USMS, FDSI, 50 sont des femmes, soit 26%. De Mars à M 2021 au total 526 élèves et jeunes cadres de la Police, de la gendarmerie, des gardiens pénitentiaires et cadres et agents des douanes ont été formés sur la prise en compte du genre et la RSS dont 165 femmes (soit un taux de 31%).

**Partie III: Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi:** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport (Limite de 1000 caractères)*Sur la période de rapportage, différentes rencontres de concertation ont eu lieu avec les partenaires nationaux du projet et aussi avec le Bailleur pour faire le point de l’évolution du projet suite aux derniers évènements de décembre-janvier.* *Aussi l’équipe MEAL du projet a organisé des mission terrain pour le suivi des activités.**Des rapports périodiques du projet sont produits et partagés avec le Secrétariat PBF pour le suivi de la performance* | Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence ? OUILe projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Le projet a lancé des enquête de perceptions sur les kit AGR distribués et aussi des collectes de données auprès des ménages sur l’impact transformateur de la relance économique au sein des communautés |
| **Evaluation:** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? Oui*Une évaluation interne a été organisée pour apprécier l’atteinte des résultats* | Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire): 15000.00Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)*: Les termes de référence pour l’évaluation finale ont été préparés et a été soumis à l’appréciation de UNPBF pour veiller aux exigences du bailleurLe recrutement international a été lancé sur la base de ces Termes de Référence et les discussions sont actuellement en cours avec les potentiels consultants. Une séance de cadrage est prévue pour début novembre avec l’équipe MEAL Oxfam et ensuite avec UNPBF au niveau pays avant le démarrage de la mission.  |
| **Effets catalytiques (financiers):** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur: Montant ($):    Le projet n'a pas conduit a des engagemens de financement autres que le PBF.   Cependant, le financement UNPBF a constitué un atout dans le dossier de candidature d’Oxfam suite à un appel à projet de Belgium-FPS Foreing Affairs pour un montant de 500.000 euros avec un potentiel démarrage en 2022. Le financement n’a finalement pas été obtenu mais après échange avec Belgium FPS et vu la thématique (Renforcement de capacité de différents acteurs (femmes, jeunes, agent de force de l’ordre sur les enjeux de sécurités communautaires)), l’actuel soutient de UNPBF constituait un avantage pour la demande d’Oxfam. Cependant, des raisons de priorisation géographique ont prévalu sur cet avantage initial. Notre projet n’a pas conduit à l’institutionnalisation de nos approches au niveau scolaire.                             |
| **Autre**: Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires? (Limite de 1500 caractères) | Durant sa mise en œuvre, le projet a été confrontée à différents évènements ( pandémie de la COVID 19 et crise pré et postélectorale) et des imprévus qui ont agi sur le chronogramme initial établi. En effet, au-delà de la crise sanitaire de Covid 19 qui continue, l’organisation des élections présidentielles de décembre 2020 et la dégradation du contexte politico sécuritaire qui en a suivi a eu de réelles conséquences sur l’exécution des activités. Aussi, l’état d’urgence déclarée avec l’instauration d’un couvre-feu et la poursuite des opérations militaires de reconquête du territoire a impacté sur le chronogramme. Cette situation a conduit à la demande et l’obtention d’une « Extension Sans Cout » afin de rattraper les retards et capitaliser les impacts du projet.Un plan d’accélération a été élaboré et intègre différents scenarii de mise en œuvre pour chaque volet d’activités et fait appel à des stratégies adaptées au cas par cas. Ce qui a permis de réaliser toutes les activités du projet.  |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

1. **Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.**

$20000

1. **Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières.**

Les mesures restrictives de mouvement et de rassemblement ont remis en cause toute la planification du projet. Les activités de base du projet sont des formations de réseaux d’OSC et donc nécessitent un regroupement d’un grand nombre de personnes. Les ajustements faits pour dans le nouveau contexte sanitaire sont de 3 ordres :

1. D’abord, une nouvelle planification a été faite en fonction du nouveau contexte et qui fait le point des activités réalisables sur l'ensemble du projet en minimisant les risques pour les acteurs impliqués

2. Ensuite pour la réalisation des formations, la stratégie développée a consisté à scinder les groupes de formation pour respecter les limites fixées par les autorités (15 personnes maximum) et à multiplier le nombre de sessions. Ces aménagements ont été opérés en tenant, au maximum, de respecter les lignes budgétaires du projet.

1. Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :

[x]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[x]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[x]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[x]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)

Le projet a initié des activités de plaidoyer envers le Gouvernement aux fins d'anticiper sur les possibles conséquences des mesures restrictives anti-Covid qui risquaient d’avoir un impact négatif sur la sécurité communautaire (violences policières face aux surcharges dans les taxis et sur les taxi-motos, augmentation des prix des denrées de première nécessité sans mesures d’accompagnement, augmentation des violences domestiques face aux restrictions des mouvements, etc.). Dans cette logique et pour apaiser les tensions, des actions de conciliation ont été menées et de plaidoyer, à travers un groupe de jeunes femmes « I LONDO AWE », avec les syndicats de différents corps de métiers (taxi-motos, transporteurs, commerçants, etc); des rencontres ont été organisées aussi avec les plateformes nationales de la société civile pour soutenir le processus d'apaisement entamé et enfin des rencontres ont eu lieu avec certains Ministres (des Eaux et du Transport). Ces démarches ont permis de réduire les risques de tensions sociales et de désamorcer l’organisation de manifestations de protestations.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS:**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de donnée** | **Cible prévu de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone prévu** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****D´ici juin 2021, un réseau national d`OSC Féminines et sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l´échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l´amélioration du cadre politique et législatif sécuritaire et judiciaire en faveur de tous.** |  |  |  |  |  |  |
| Indicateur1a : Nombre de réseaux d´OSC féminines et sensibles au genre dont l´action a amélioré la participation des femmes et des jeunes dans les instances de prise de décision communautaires et nationales sur la sécurité et la cohésion sociale. | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
| Indicateur1b : Nombre de réseaux d´OSC féminines et sensibles au genre qui ont un plan de plaidoyer ou un plan d´action d´engagement communautaire et les mettent en œuvre | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
|  | Indicateur 1.1. : nombre de leaders femmes,filles et jeunes formé(e)s et accompagné(e)s | **0** | **150 ( 135 femmes et filles) 15 hommes** | **150** | **180 ( 150 femmes et 30 hommes)** |  |
| Produit 1.1**150 leaders féminins, jeunes et d´OSC sensibles au genre sont formé(e)s et accompagné(e)s** | Indicateur 1.1.1Nombre de leaders féminins formées | **0** | **135** | **135** | **150** |  |
| Indicateur 1.1.2nombre de réseaux renforcés/créés et formés | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
| Indicateur 1.1.3 Nombre de leaders formé(e)sen genre et instruments juridiques |  | **150 (135 femmes et 15 hommes)** | **150**  | **180 (150 femmes et 30 hommes). Les 20% d’augmentation sont dû au varion dans les zones même en terme de nombre de leader et d’enthousiasme de la part des femmes** |  |
| Indicateur 1.1.4 : plans de plans de plaidoyer,Plans d´actions, appuyés | **0** | **6** | **6** | **6** |  |
| **Résultat 2****D'ici juin 2021, les organisations de la société civile féminines s'engagent avec les communautés et les acteurs de consolidation de la paix, de la sécurité et de développement en faveur de mesures sécuritaire inclusives et l'accès équitable au service dans les services dans le zones du projet.** | Indicateur 2.a% de mesures sécuritaires inclusives adoptés par les leaders communautaires et les comités locaux de paix et protection sous l’impulsion des OSC féminines sensibles au genre | **0** | **75%** | 75% | **83%** | Les OSC féminines de 5 zones sur 6, ont pu obtenir des mesures sécuritaires inclusives au sein des communautés (Paoua, Bria, Bambari, Bangassou, Bossangoa). Le plaidoyer des OSC de Bambari auprès des Forces de Défenses et de Sécurité a permis la décrispation de tension entre les jeunes de Bambari et le FDS. A Bangassou, une action des OSC Féminines a permis de rétablir l’autorité d’un chef quartier musulman dans l’arrondissement de Tokoyo (Une autorité qui était défiée et source de tension) A Bossangoa lors de l’organisation des campagnes de mobilisation communautaire, les OSC féminines ont œuvré pour que des dispositions sécuritaires soient prises pour le retour dans les communautés des habitants refugiés dans les forêts pour avoir été identifiés comme des partisans de l’ancien chef d’Etat Ce qui nous amène à faire un taux estimatif de 83, 33%. |
| Indicateur 2 b : nombre de cadres de dialogue établis entre les OSC féminines, les jeunes et les autorités locales, les comités de sécurité urbaine, comités techniques de sécurités, lesCMOP, les USMS, dans les 6 villes du projet | **0** | **6** | 6 | **6** |  |
| Indicateur 2 c : % des mesures sécuritaires et services délivrés par les autorités locales, les instances CTS, les CMOP, USMS et les autorités locales prises localement et des plans locaux de sécurité prennent en compte lesfemmes, les jeunes, les minorités et les personnes les plus marginalisés. | **0** | **100%** | 100% | **ND** | Bien que 4 régions sur 5 (Bambari, Bossangoa, Bangassou, Paoua) ont des plans locaux de sécurité sensible au genre, on n’a pas encore eu la possibilité d’évaluer les mesures sécuritaires et services délivrés par les Autorités compétentes.  |
| Indicateur 2.1.1 : nombre de staff (Oxfam et partenaires) et leaders D’OSC formés | **0** | **35 (dont au moins 13 femmes)** | **35 (dont au moins 13 femmes)** | **41 ( 30 0SC leaders et 11 staff dont un total de 27 femmes)** |  |
| Produit 2.1**2 rapports d´analyses sensibles au genre de la dynamique de la violence, des conflits et de la perception des****communautés sur la sécurité** | Indicateur 2.1.2Nombre de rapports sur l´analyse des dynamiques locales de conflit sensible au genre, d´étude sur les perceptions des femmes, des jeunes, des minorités et des communautés en général sur la sécurité et les instances en charge de la sécurité disponible | **0** | **2** | 2 | 1 rapport global a été produit pour les 2 aspects : -Analyse des conflits sensibles au genre-Analyse de la perception des populations sur la sécurité | * Pour des raisons d’efficience, Il a été retenu avec les différents consultants (nationaux et internationaux) de produire un rapport global au lieu de les dissocier.
 |
| Indicateur 2.1.3Nombre ateliers de restitutions des analyses et études avec la participation des leaders communautaires, autorités locales, CMOP, CTS, USMS, CSU, et des OSC | **0** | **6** | **6** | **5** | La restitution de Bangui n’a pas pu avoir lieu parce que l’analyse de Bangui n’a pas pu être réalisée. Après les évènements de décembre 2020 et la déclaration de l’Etat d’urgence les appels internationaux lancés à plusieurs reprises ont tous été infructueux. Notons que l’analyse de Bangui était une décision opérationnelle pour maximiser les résultats. Mais l’analyse des 5 régions contractuellement retenues a été réalisée. |
| Produit 2.2**30 000 personnes mobilisées pour le changement de comportement, le dialogue entre groupes genre, entre ceux-ci et les acteurs locaux de paix, sécurité et développement sur les inégalités genre, la sécurité pour tous, l´accès aux services et les solutions pour la transformation des conflits.** | Indicateur 2.2.1Nombre d´émissions radio, de théâtre-forums, d´´activités culturelles et récréatives civilo-miliaires/interculturelles réalisées | **0** | **37** **(18 émissions radio,** **7 théâtre forums,****12 activités culturelles et****récréatives civilo-miliaires/ interculturelles,)** | **37** | **79**Cette augmentation est dû à l’intérêt de la population pour le projet.(30 Emissions radios et 45 rediffusions des émissions ont été réalisées dans le 6 zones du projet2 Emissions télé ont été réalisé à Bangui. 18 Matchs de football entre les FDS et les jeunes (Femmes et hommes) ont été réalisé à Bangui et dans les 5 zones du projet. 27 Théâtres-Forum sur les thématiques du Genre, de la RSS et de la Sécurité communautaire ont été réalisées). |   |
| Indicateur 2.2.2 : nombre autorités locales et membres des instances de sécurité formés sur genre et RSS | **0** | **250** | **250** | **250** |  |
| Indicateur 2.2.3Nombre de séances de dialogue réalisés : intercommunautaires, Intergénérationnels, filles/garçons, hommes/ femmes, leaders féminins et jeunes de différents groupes socioculturels et les autorités locales, CMOP, USMS, CTS, CPLR, etc | **0** | **105** | **105** | **119** |  |
| Produit 2.3**Nombre des jeunes, femmes, hommes, filles et garçons appuyés** | Indicateur 2.3.1Nombre de jeunes formés en entreprenariat | **0** | **100 ( 90 femmes)** | 100 | **100** **(dont 90 femmes)** |   |
| Indicateur 2.3.2Nombre de jeunes femmes et filles formés en micro-entreprenariat et appuyés dans la réalisation de leurs microprojets | **0** | **800 ( 720 femmes)** | **800** | **800** **(dont 720 femmes) formés et appuyés**  |   |
| **Résultat 3****D'ici juin 2020, un réseau national d'organisation de la société civile sensible au genre influence les autorités nationales pour la mise à l'échelle des bonnes pratiques au niveau communautaire en vue de l'amélioration du cadre politique et judiciaire en faveur de tous.** | Indicateur 3anombre de projets de lois/ révision de politiques du secteur de la sécurité soumis aux autorités nationales de validation | **0** | **2** | **2** |  | Dans la mise en œuvre du projet, on s’est rendu compte que les OSC avaient beaucoup de de défis au niveau de capacité technique or l’élaboration de projets de Lois collectif est assez technique et nécessite un moyen et un temps d’accompagnement. |
| Indicateur 3bnombre de départements ministériels du secteur de la sécurité dont lebudget est sensible au genre | **0** | **2** | **2** | **2** | La période d’élaboration des budgets a joué sur la possibilité pour les OSC de les influencer. Mais lors de la remise officielle du Rapport final de l’inventaire et analyse des lois et politiques, des engagements fermes ont été pris par les Ministres représentés de rendre leurs budgets sensibles au genre pour l’année budgétaire 2022. Malheureusement, le timing du projet ne permettra pas de capitaliser cet impact en raison de dégradation de la situation sécuritaire avec la mise en place de l’état d’urgence. |
| Produit 3.1**1 inventaire et 5 analyses de politiques des lois et politiques nationales et budgets du secteur de la sécurité réalisés** | Indicateur 3.1.1   Nombre de rapport d'inventaire et analyses de politiques des lois et politiques nationales et budgets du secteur de la sécurité réalisés,     | **0** | **6** **( 1 rapport d’inventaire et 5 rapports d’analyse)** | **6** | **1 rapport général**  | Dans la réalisation de l’activité, il est apparu plus efficient de produire un rapport d’analyse au lieu de 5 rapports séparés vu l’imbrication des éléments entrant en ligne de compte. Le rapport présente donc dans une 1ere parte l’inventaire et ensuite l’analyse |
| Indicateur 3.1.2Nombre d´atelier incluant les autorités nationales relatifs à larestitution des résultats d´analyse de politique, lois et budget organisés | **0** | **1** | **1** | **3** |  |
| Produit 3.2**Actions de Plaidoyer et lobbying réalisées par la plateforme nationale des OSC engagées dans la RSS** | Indicateur 3.2.1nombre de rencontres de lobbying entre les membres du réseau OSC national RSS et les autorités gouvernementales et groupes parlementaires | **0** | **15** | **15** | **15** |  |
| Indicateur 3.2.2nombre d´outils de communication produits et disséminés | **0** | **1** | **1** | **1 (plan de communication du projet)** |  |
| Produit 3.3 **Les points focaux genre de la RSS engagés auprès des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre** | Indicateur 3.3.1nombre de points focaux genre -RSS formés / renforcés | ND | **20 ( 10 femmes et 10 hommes)** | **20** | **24 ( 12 femmes et 12 hommes)** |  |
| Indicateur 3.3.2nombre de sessions de formations en cascade réalisées par les points focaux genre au profit des USMS et des FDSI et d´accompagnement des initiatives de contrôle démocratique des OSC féminines, de jeunes et sensibles au genre contrôle démocratique desOSC féminines, de jeunes et sensibles au Genre |  | 15 | 15 | **19** |  |